

vous serez les trois quarts contre un faible quart, vous pourrez brutaliser la minorité. Mais si demain il y a 1.550 mandats d'un côté et 1.500 de l'autre, la majorité pourra-t-elle imposer le silence à la minorité? Naturellement la minorité que vous obligerez à se taire cherchera à écrire ou à parler ailleurs que dans le Parti. Ceux auxquels vous refuserez vos tribunes en chercheront d'autres. Il y a là, en germe, toutes les scissions. »

Et Lebas ajoutait : « Il est vrai qu'une fraction du Parti dénonce comme coupables les autres fractions qui ne pensent pas comme elle. Où sont donc ceux qui menacent l'unité ? »

SONT-ILS TOUJOURS DU MEME AVIS ?

La situation n'est pas comparable, certes, mais ces avertissements sont encore plus justifiés parce que les principes constitutifs d'un Parti de démocratie prolétarienne ont été vérifiés et trempés par vingt années d'expériences douloureuses et de déchirements épuisants.

Aussi nous avons pleinement confiance en l'avenir.

Les idées socialistes et révolutionnaires, en s'emparant des masses, deviendront bientôt des forces irrésistibles.

Aucune répression bureaucratique ne pourra les maîtriser...

Et toi, camarade, qui liras ces lignes, réfléchis à la signification véritable des remous provoqués par notre mouvement.

*Pense par toi-même et juge en conscience.*

Car c'est de ton sort et de tes libertés qu'en définitive il est question dans notre effort.

Marceau PIVERT.

.....

## La Circulaire 273

PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.)

Secrétariat général

9, rue Victor-Massé, Paris (9<sup>e</sup>)

CIRCULAIRE N° 273

AUX SECRETAIRES DES SECTIONS  
ET DES FEDERATIONS

Paris, le 19 janvier 1937.

Mon cher Camarade,

Un groupe de tendance portant le titre de *Gauche Révolutionnaire* a entrepris au sein et hors du Parti une action sur le danger de laquelle la C.A.P., unanime moins deux de ses membres, nous a chargés d'appeler votre attention.

Nos camarades estiment qu'il y aurait de graves inconvénients à laisser se développer des tentatives de désagrégation et s'exprimer des attaques injustes et systématiques contre la politique voulue par les assemblées souveraines du Parti.

Cette appréciation n'a nul besoin d'être longuement commentée. Il suffit, pour en saisir le bien-fondé et la justification, de considérer l'usage constant fait par les ennemis du socialisme des articles et propos des militants qui se réclament de la « Gauche Révolutionnaire », notamment du camarade Marceau Pivert.

A la tribune de la Chambre, dans les journaux, au cours des réunions de propagande, l'adversaire n'a pas manqué d'exploiter contre notre Parti, son action dans le pays et son rôle au Gouvernement, les articles et propos en question.

La situation, de ce fait, devient intolérable.

Dans toutes les périodes de son histoire, notre Parti a dû se défendre contre des éléments dissolvants et indisciplinés et prendre, au besoin, contre eux de nécessaires sanctions.

Cette défense du Parti, dans les circonstances que nous traversons, avec les énormes responsabilités que nous avons assumées, est devenue plus impérieuse et plus vitale qu'elle ne le fut jamais.

Nous sommes convaincus que tous nos camarades le comprendront.

Au mois de juin dernier, le Parti a voulu une politique, il a été unanime à la vouloir. Il a investi de sa confiance certains des nôtres qu'il a autorisés à participer au Gouvernement dans des conditions déterminées et pour la réalisation d'un programme qui n'est pas un programme socialiste, mais le programme du Rassemblement Populaire.